

Gauche bdo

JOURNAL POLITIQUE SUCCESSION DE LA « VOIX OUVRIÈRE » FONDÉE PAR LÉON NICOLE EN 1944

A St-Gervais, la chasse au syndicaliste est ouverte page 4



«Nous vivons dans une société de castes.» Interview de Günter Wallraff. page 7



Hommage à José Saramago, écrivain engagé page 8

Liberté, égalité et dignité pour tous

MANIFESTATION • Ce 26 juin, la gauche sera à Berne pour défendre les droits des étrangers.

« Liberté. Egalité. Dignité. Pour moi et toi. » C'est sous ce mot d'ordre qu'une cinquantaine d'organisations (dont le PST-POP) ont décidé de se mobiliser pour une quatrième fois ce 26 juin prochain à Berne pour défendre les droits des étrangers. «Ceux-ci doivent pouvoir vivre en Suisse en dignité, cela veut dire pouvoir travailler et bénéficier des protections sociales et juridiques qui sont de mise», explique Philippe Sauvin, syndicaliste à L'autre syndicat, l'une des organisations appelant à la mobilisation. Entre le vote sur les minarets et une nouvelle révision de la Loi sur l'asile annoncée le 27 mai dernier par Eveline Widmer-Schlumpf, les revendications sont pléthoriques.

Les signataires de la mobilisation en appellent d'abord à une régularisation collective des sans-papiers. «Un emploi doit donner le droit d'avoir un permis», souligne Philippe Sauvin. Dans ce dossier, des progrès lents ont été réalisés, avec la volonté des villes de Genève et de Lausanne de permettre aux jeunes sans statut légal de suivre un apprentissage dans l'administration. Le 3 mars dernier, le Conseil national a aussi accepté une double motion demandant que les enfants de clandestins qui ont suivi l'école en Suisse puissent ensuite entamer une formation professionnelle. Pour renforcer cette revendication, un manifeste plaidant dans ce sens a été déposé à Berne le 3 juin dernier, paraphé par plus de 11'000 personnes et 81 organisations. Les organisateurs de la manif demandent aussi que les personnes sans statut légal puissent se



La régularisation des sans-papiers est l'une des revendications de la manifestation. (photo Jérôme Béguin)

marié. Suite à une motion de l'UDC, les personnes en séjour irrégulier et les requérants d'asile déboutés ne devraient plus avoir le droit de se passer l'anneau en Suisse à partir du 1^{er} janvier 2011. Etre marié ne protège pourtant pas de certaines aberrations de la Loi sur les étrangers. Sur la base d'une demande du Centre de contact Suisses-immigrés de Genève, le Comité contre la torture de l'ONU qui a examiné en mai dernier notre pays lors de sa 44^e session a demandé que la Suisse fasse preuve de clémence dans l'octroi de permis de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence à la maison. Lors d'une rupture de l'union conjugale pour cause de violences, ce

renouvellement devrait être assuré par le seul fait d'avoir rendu vraisemblables lesdites violences, estime le Comité, suivant un arrêt du Tribunal fédéral. A la Suisse de modifier cet article 50 de la Loi sur les étrangers.

Politique du bouc émissaire

Les organisateurs dénoncent aussi le nouveau piège de l'UDC qui avec son initiative sur le renvoi des criminels étrangers a poussé les chambres à adopter un contre-projet quasiment copie conforme de l'original. Face à cette dérive sécuritaire, «à la méfiance et à la politique du bouc émissaire», ils demandent l'application d'un droit

pénal libéral appliqué de manière égale pour tous.

Si la Suisse et l'Union européenne se transforment de plus en plus en forteresse, cela est particulièrement évident pour les requérants d'asile. La révision de la Loi sur l'asile prévoit, entre autres, de réduire le délai de recours de 30 à 15 jours. Une nouveauté qui scandalise aussi bien l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés que l'Association des juristes démocrates suisses, l'Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers ou Amnesty International. Face à cette dégradation, les militants veulent que l'aide d'urgence délivrée aux requérants déboutés soit transformée en aide sociale et «permette une vie dans la dignité». «Le problème de fond, c'est aussi d'en finir avec les inégalités qui poussent les gens à quitter leur pays en quête d'un Eldorado illusoire», explique Philippe Sauvin.

La Suisse n'a-t-elle pourtant pas fait des progrès en instituant des programmes d'intégration au niveau fédéral, cantonal ou communal? «Des crédits pour l'intégration, c'est bien, mais dans le même temps, l'Office fédérale des migrations (ODM) et les autorités défendent une politique restrictive avec plus de contrôles et de fermetures», dénonce Philippe Sauvin.

C'est pour donner une autre image de la Suisse, faite de solidarité, de droits égaux et de participation pour tous qu'ils iront tous dans la capitale fédérale.

JOËL DEPOMMIER

Samedi 26 juin à 14h30 à la Waisenhausplatz de Berne. Rassemblement final sur la Place fédérale.

IL FAUT LE DIRE...

Le rôle caché du populisme

Il faut revenir au vote du Conseil national, la semaine passée, sur l'accord UBS-USA. La proposition du Conseil fédéral a été acceptée par 81 voix contre 61, grâce à l'abstention de 53 parlementaires, la majorité du groupe UDC. Les blochétiens qui, jusqu'alors, prétendaient s'y opposer, ont ainsi permis à la droite d'emporter le morceau. Qui donc a été à l'origine de ce retournement? C'est Christophe Blocher en personne. Il est intervenu auprès du groupe parlementaire en faisant distribuer une consigne écrite enjoignant aux intéressés de s'abstenir. Quoi de plus normal, direz-vous, que le parti qui représente le grand capital, ait agi de la sorte? En effet, mais ce qui est caractéristique, c'est que l'UDC ait d'abord décidé de s'opposer à l'accord. Il s'agissait de faire croire au peuple que le parti ne suivait pas aveuglément les banques, opération typiquement populiste.

A l'intérieur du parti, cette tactique hypocrite n'est pas appréciée unanimement, au point que, poussé par Freysinger, un nouveau groupe de conseillers nationaux UDC, dont le vice-président Yvan Perrin, s'est formé, dit «groupe d'intérêt interne», qui prendra position sur les sujets à discuter lors de la session suivante.

La plupart des partis d'extrême droite ont subi au cours de l'histoire des heurts entre ceux qui obéissaient à leurs maîtres des classes dirigeantes et ceux qui prenaient au sérieux les promesses populistes. L'exemple le plus connu est celui du parti nazi, alors au pouvoir. Pendant la Nuit des longs couteaux, en 1934, Hitler fit massacrer tous les cadres qui avaient cru que le parti marchait vraiment en faveur des classes populaires. Heureusement pour les recalculants de l'UDC (et pour nous), Blocher n'est pas Hitler et leur vie n'est pas en danger. Le reste que le phénomène populiste est une constante historique.

MICHEL BUENZOD

Lire en page 2

Une nouvelle grève se prépare à l'aéroport

COINTRIN • Les employés d'ISS Aviation menacent de cesser le travail durant l'été.

« A partir du 1^{er} juillet, la grève est possible à Cointrin », a annoncé ce mardi Yves Mugny, secrétaire syndical du SSP Trafic aérien Genève. «Il serait peut-être préférable que les voyageurs prennent leur disposition», susurre un délégué syndical présent durant la conférence de presse, pleine comme un œuf, que le syndicat a organisé cette semaine. Les raisons de la colère? Elles couvrent depuis longtemps entre le syndicat et ISS Aviation, entreprise chargée du nettoyage, de la purification des avions et du transport de personnel. La société qui compte 140 travailleurs sur le site de Cointrin recourt largement à du personnel auxiliaire. Ce qui ne respecte pas la loi. «Depuis de très nombreuses années, ISS emploie illégalement du personnel auxiliaire qui selon la CCT actuelle aurait dû être engagé comme personnel fixe, car il travaille plus de 20 heures par semaine», note le syndicat qui a déposé plusieurs plaintes devant le Tribunal des prud'hommes. La goutte qui a fait déborder le vase se trouve dans la décision de l'entreprise en décembre 2009 de dénoncer au 31 juin prochain les deux conventions collectives du personnel avec salaire mensuel et du personnel auxiliaire. Depuis, des négocia-

tions se sont déroulées, aboutissant à des propositions de péjoration salariale de la part de l'employeur. Le syndicat montre, par exemple, que les nettoyeurs qui démarrent avec un salaire de 3'658 francs pour un maximum de 4'847 près 20 ans de carrière pourraient se retrouver avec un salaire de 3'421 francs pour une progression jusqu'à 3'490 à la retraite. Le personnel axillaire subirait des pertes par rapport à la grille, allant jusqu'à 1'347 francs mensuels après 20 ans de service. Le 8 juin, le syndicat et ISS Aviation se sont retrouvés au tribunal de la CRCT (Chambre des relations collectives de travail), mais cela n'a débouché sur rien. Yves Mugny se dit aussi surpris par le manque d'implication de l'Etat et de François Lonchamp dans le dossier. «Nous lui avons adressé une pétition en décembre, mais nous n'avons eu aucune réaction», souligne le secrétaire syndical.

Appui des salariés des autres entreprises

Pour l'heure, la décision de faire grève a été confirmée. Votée en mai, elle a une nouvelle fois été approuvée par le personnel. Selon Yves Mugny, une

majorité aurait approuvé le débrayage, une décision que conteste les employeurs, dénonçant un vote non représentatif. «Je peux vous garantir qu'il y a une majorité de votants pour la grève», martèle le syndicaliste. Appuyé par une cinquantaine de délégués de différentes entreprises (AIG, Swissport, Gategourmet, Skyguide), le syndicat va informer le personnel de l'aéroport sur les enjeux de la grève et faire un appel au soutien.

Si les négociations ont conduit à un conflit ouvert, celles qui se déroulent actuellement entre le personnel Easyjet et son employeur prennent un meilleur chemin. La direction a proposé une augmentation de 100 francs mensuels sur le salaire de base. La proposition a été acceptée et les discussions sur le 13^{ème} salaire et la convention collective de travail continuent.

Rien de tel pour les salariés d'ISS Aviation. Six mois après le conflit avec Swissport (qui d'ailleurs soustrait le nettoyage à ISS Aviation), la grève est en passe de secouer une nouvelle fois l'Aéroport international de Genève.

JDR